



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire

Page 3 :

LE PROJET DE BARRAGE SUR LE
FLEUVE NIGER

Page 4 :

LA CONFERENCE FRANCO-
AFRI-CAINE : SOUS-DEVELOPPEMENT
ET BAVARDAGE

Page 6 :

MADAGASCAR : LORSQUE RATSIRAKA
CONFIE DES TACHES DE
REPRESSION AUX FOKONOLONA

Page 7 :

EN BREF : SEKOU TOURE ET
L'IMPERIALISME AMERICAIN

Page 8 :

DU NATIONALISME RADICAL
AU SOUTIEN A HASSAN II

Page 9 :

IL Y A DIX ANS : LA REVO-
LUTION CULTURELE QUI
N'AVAIT RIEN DE SOCIALISTE

prix: 1 Franc

N° : 39 - 24 mai 1976

PENURIE DE SUCRE

AU SENEGAL

ET SES

RESPONSABLES

Par les temps qui courent le sucre est rare au Sénégal. Les familles pauvres sont les premières victimes de cette pénurie car les personnes aisées, elles, ont les moyens de s'en procurer en sous-main dans les marchés noirs.

Mais comment se fait-il donc que le sucre ait subitement disparu des rayons du commerçant ? D'après les explications du journal semi-officiel "Le Soleil" lui-même, cette pénurie a fait suite à des mesures de réglementation de prix récemment fixées par le gouvernement. En effet le gouvernement a décidé de baisser le prix du sucre au détail à partir du 1er Mai. Mesure de pure démagogie qui ne fera pas oublier qu'il y a à peine un an et demi, le gouvernement avait décidé d'augmenter les prix alimentaires - dont celui du sucre - de 60 % environ.

Mais comme le gouvernement ne voulait pas pour autant se couper des commerçants, il a décidé de rembourser à ces derniers la différence entre l'ancien prix et le prix nouveau, plus bas. Une caisse de péréquation a été prévue pour effectuer les règlements. Un service de contrôle a été mis en place pour vérifier l'état des stocks des commerçants.

Seulement voilà : les commerçants avaient quelques raisons de penser que l'Etat ne se dépêcherait pas à les rembourser.

En tous les cas, ils n'avaient pas envie de courir le risque. Et ils avaient encore moins envie de voir les contrôleurs envahir les arrière-boutiques.

Alors plutôt que de se faire enregistrer à la caisse de péréquation, ils ont préféré stocker le sucre - ou sans doute le revendre au marché noir, au prix fort --.

Ainsi au bout du compte ce sont encore les plus pauvres qui vont payer les frais de la démagogie gouvernementale, comme ce furent eux qui supportèrent pour l'essentiel le poids des hausses précédentes.

Alors, il n'y aurait rien à faire contre les hausses des produits alimentaires indispensables à la population travailleuse ? Rien à faire pour contrôler la montée des prix ?

Si, mais le contrôle ne peut être le fait d'une administration, pas le fait de contrôleurs, fonctionnaires payés sur l'argent des impôts. Ceux-ci sont tracassiers, regardants envers les petits commerçants qui ne vivent souvent guère mieux que les travailleurs. Mais en même temps ils savent fermer les yeux lorsqu'il s'agit de grossistes, intermédiaires, ou gros commerçants.

Pour que le contrôle sur les prix et sur les stocks soit fait au profit de la population laborieuse, il faut qu'elle-même l'organise. Et il faut que ce contrôle s'exerce non pas sur les petits revendeurs, mais sur les importateurs de sucre, sur les grossistes. Il faut que des comités de contrôle soient imposés par la population laborieuse, quartier par quartier, entrepôt par entrepôt, pour vérifier l'état des stocks, les comptes, les factures.

Les mesures de baisse de Senghor et les contrôles prévus pour les accompagner, augmentent seulement les dépenses de l'Etat au détriment des contribuables, renforcent la bureaucratie des fonctionnaires, embêtent les petits commerçants, et aboutissent finalement à ce que la situation s'aggrave un peu plus encore pour les travailleurs et les chômeurs des villes.

LE PROJET DE BARRAGE

SUR LE FLEUVE NIGER

La deuxième conférence qui réunit les bailleurs de fonds pour le financement du barrage de Sélingué sur le Sankari s'est tenue à l'hôtel de l'Amitié à Bamako.

Etaient présents à cette réunion Lamine Kaïta ministre du développement, ainsi que Baba Diara vice-président du comité des dictateurs dit comité militaire.

Lamine Kaïta commença par remercier les représentants des douze pays capitalistes présents à cette réunion : la France, l'Italie, l'Allemagne fédérale, le Canada, l'Arabie Saoudite, le Koweït, ainsi que d'autres organismes intéressés au financement du barrage.

"L'Essor", journal du comité militaire, avance comme date de commencement des travaux le dernier trimestre 70, à condition que les capitalistes d'Europe ou du Moyen-Orient le veuillent bien, car il faut, selon cet hebdomadaire, 20 milliards de francs maliens.

Si le projet réussit, le barrage, nécessaire pour assurer l'irrigation de la région, sera construit. Ce sera au moins cela.

Mais les paysans des quelques régions bien irriguées - comme ceux de Kaedi, par exemple - sont bien placés pour savoir que l'amélioration de l'irrigation ne leur profite pas. Ce sont en général l'Etat ou quelques privilégiés qui accaparent les meilleures terres. Par contre tout le monde - et surtout les paysans pauvres - payera les impôts accrus pour assurer le remboursement des prêts versés par les capitalistes européens.

Comme quoi, le problème de l'irrigation n'est pas seulement un problème technique. Il ne suffit pas de trouver les capitaux pour financer la construction d'un barrage. Il serait nécessaire que le contrôle des eaux, de leur répartition, comme le contrôle de la répartition des terres dans les régions rendues fertiles, appartienne à ceux qui travaillent la terre : aux petits paysans eux-mêmes.

Mais enfin il n'est même pas dit que le projet aboutisse complètement, en tous les cas dans un avenir proche. Le projet de mise en valeur du Sénégal qui date déjà de plusieurs années, n'a donné jusqu'ici d'autre résultat que quelques réunions de chefs d'Etats, quelques discours, et surtout, un certain nombre de sinécures pour des hauts fonctionnaires casés dans les différents comités chargés de tâches d'autant moins claires que rien ne se fait....

LA CONFERENCE FRANCO-AFRICAINNE :

SOUS-DEVELOPPEMENT

ET BAVARDAGE

La plupart des dirigeants des pays africains francophones ont participé à la conférence franco-africaine qui s'est tenue à Paris au mois de mai.

L'objet officiel de cette conférence était de trouver des solutions au sous-développement des pays d'Afrique. Giscard y a fait la proposition de créer un organisme d'aide aux pays sous-développés, financé par les pays européens, et éventuellement par les Etats-Unis.

Senghor, Houphouët et compagnie sont venus apporter leur caution à cette comédie, où le représentant d'une des principales puissances impérialistes, d'un des principaux responsables de la pauvreté en Afrique, prétendait se pencher sur le sort de ceux qui souffrent de la faim ou de la misère. Il est vrai que pour les dirigeants africains présents, l'aide proposée par Giscard était une occasion d'obtenir des miettes supplémentaires pour entretenir leur appareil de répression.

Mais il faut être Senghor, Houphouët, ou consorts pour avoir l'absence de dignité d'écouter Giscard pérorer sur le sous-développement, et prétendre y porter remède.

Les causes du sous-développement sont parfaitement connues. Elles résident dans le pillage des pays sous-développés au profit de la bourgeoisie d'une douzaine de pays impérialistes.

Au temps du colonialisme, ce pillage se faisait sans fard, ouvertement. Aujourd'hui, on y met les formes. Oh, non pas tant pour le pillage, mais pour la façon dont on en parle. Les responsables de l'impérialisme déplorent dans leurs discours le sous-développement, pendant que leurs mandataires capitalistes s'en enrichissent.

Aujourd'hui, le pillage ne prend plus la forme de razzias, du commerce d'esclaves. Il prend la forme de l'appropriation des richesses minières, des meilleures terres de plantation, par des grandes sociétés des pays impérialistes. Il prend la forme de l'échange inégal, qui fait que les pays sous-développés reçoivent de moins en moins de biens industriels en provenance des pays impérialistes, en échange des produits qu'ils leur fournissent.

Pourquoi donc les paysans tchadiens vivent mal et sont sous la menace de la famine ? Parce que la terre leur manque ? Non, mais parce que sur les meilleures terres, ils sont obligés de cultiver du coton. Ce coton ne les nourrit pas, mais il alimente les usines textiles de Boussac en France. Ainsi, ils se font voler deux fois : une fois en tant que vendeurs de coton, une fois en tant qu'acheteurs de nourriture.

Le paysan sénégalais, lui, est obligé de cultiver de l'arachide pour payer ses impôts. Et les terres qu'il consacre à l'arachide, il ne peut pas les consacrer à des cultures vivrières. Résultat : il faut importer des céréales, et les payer cher. Volé par le trust Lesieur, producteur d'huile d'arachide, le paysan l'est une deuxième fois par les importateurs de biens alimentaires.

Non seulement il est impossible que les pays sous-développés se développent tant qu'existe l'impérialisme, mais ce dernier ne laisse même pas les pays sous-développés utiliser au mieux leurs ressources, ne serait-ce que pour supprimer la menace de la faim.

La prise du pouvoir par la classe ouvrière et par les paysans pauvres dans les pays d'Afrique ne pourra pas mettre d'emblée fin au sous-développement. Pour cela, il faudra détruire le pouvoir de la bourgeoisie dans les pays impérialistes, réorganiser l'économie à l'échelle mondiale sous la direction du prolétariat, en mettant les richesses accumulées dans les seuls pays riches à la disposition de tous.

Mais ce qu'il est possible de faire immédiatement dans tous les pays d'Afrique, c'est de répartir ce qui existe entre tous ; c'est de réorganiser la production agricole de telle façon qu'elle serve à nourrir la population et non pas à fournir des matières premières aux entreprises des trusts impérialistes. Ce qu'il est possible de faire, c'est d'utiliser les ressources du pays pour assurer à l'agriculture un minimum d'outillage, creuser des puits, et débarasser les paysans du fardeau d'un impôt lourd.

L'espoir des pays d'Afrique n'est pas dans les cyniques promesses d'aide des puissances impérialistes. Il est dans la prise du pouvoir par les ouvriers et les paysans pauvres.

* * *

MADAGASCAR :

LORSQUE RATSIRAKA CONFIE DES TÂCHES DE POLICE AUX FOKONOLONA

Le 2 Mai, la prison centrale de Tananarive a pris feu. Des prisonniers ont profité de l'incendie pour s'évader et la police malgache a bien du mal à les retrouver.

Mais si la police officielle a des difficultés à accomplir cette besogne, le gouvernement de Ratsiraka a d'autres tours dans son sac. Il fait appel aux Fokonolona, ces sortes de conseils villageois, pour organiser la chasse à l'homme.

L'opposition n'est pas en reste dans cette affaire. Tous les journaux ont applaudi cette décision.

Donc, il y a des tâches pour lesquelles le gouvernement sait faire appel aux Fokonolona. Ce sont des tâches peu ragoûtantes, qui consistent uniquement à servir d'auxiliaires à l'appareil de police et de gendarmerie.

Oui, sans doute, dans les villages où ils sont proches de la population, les Fokonolona pourraient contribuer à assurer le maintien de l'ordre bien plus efficacement et bien plus démocratiquement qu'un appareil de police spécialisé. Seulement, il faudrait justement que le pouvoir n'émane pas de Ratsiraka et d'une clique d'officiers supérieurs, et que les tâches de maintien de l'ordre soient entièrement sous le contrôle de la communauté : des travailleurs dans les villes, ou des communautés villageoises dans les campagnes.

Ratsiraka cherche à faire des Fokonolona des auxiliaires de répression dont l'utilisation échappe entièrement à tout contrôle de la communauté. La société peut très bien se passer d'appareil de répression spécialisé s'il ne s'agissait que de quelques voleurs. Combien sont les communautés qui règlent à la satisfaction de tous, les différends qui s'élèvent entre citoyens, sans intervention d'un uniforme ?

Une police spécialisée est nécessaire au pouvoir précisément pour des tâches de maintien de l'ordre qui ne recueillent pas l'adhésion de la majorité de la population. Des tâches de maintien de l'ordre qui se font au profit d'une minorité de privilégiés.

Et c'est bien pourquoi, si l'Etat peut faire appel aux Fokonolona pour certaines tâches de police sous le contrôle de l'appareil de police officiel, il n'est pas question pour lui de se passer des seconds, ni même de laisser aux Fokonolona l'entière responsabilité du maintien de l'ordre, sous le contrôle de la communauté dans son ensemble.

EN BREF...

Sekou Touré et l'impérialisme américain

Au cours d'un discours prononcé à l'occasion du 29ème anniversaire de la fondation de son parti, Sekou Touré a fait un commentaire très favorable du récent voyage de Kissinger en Afrique.

Il s'agit "d'une nouvelle orientation de la politique américaine" déclara-t-il avant d'ajouter "L'Afrique est prête à accepter toute aide pour sa liberté qui est plus importante que la lutte entre les grandes puissances".

Ainsi donc selon Sekou Touré, l'Afrique peut compter sur l'impérialisme américain pour se libérer.

Mais les déclarations de Sekou Touré ne peuvent surprendre que ceux qui veulent se boucher les yeux.

Sekou est le représentant d'un appareil d'Etat qui ne défend en rien les intérêts des exploités guinéens ; il se place du point de vue des privilégiés soucieux avant tout des bonnes grâces de l'impérialisme.

* * *

DU NATIONALISME RADICAL AU SOUTIEN A HASSAN II

Le groupe nationaliste maôïisant marocain "23 mars" a publié dans le N° 23 de son journal un article consacré au Sahara Occidental. L'article est une suite d'arguments filandreux pour expliquer que la population du Sahara Occidental est de même origine que celle du Maroc, et que, en conséquence, il n'y a aucune raison que le Sahara Occidental se constitue en Etat indépendant.

Les arguments de cette publication ne mériteraient pas d'être relevés, tant ils ressemblent à ceux des milieux gouvernementaux marocains ou mauritaniens, si la prise de position du groupe "23 mars", n'était significative de l'attitude de toute une partie de l'opposition nationaliste en Mauritanie aussi bien qu'au Maroc.

"23 mars" s'échine à démontrer que les Sahraoui ne constituent pas un peuple. Les Sahraoui qui combattent les armes à la main pour l'indépendance et contre l'occupation marocaine et mauritanienne, n'ont sans doute pas les connaissances ethnographiques des rédacteurs du "23 mars". Mais ils savent qu'ils ne veulent pas être intégrés de force ni dans le Maroc de Hassan II, ni dans la Mauritanie d'Ould Daddah. De quel droit le groupe "23 mars" refuse aux Sahraoui le droit de disposer d'eux-mêmes, alors qu'il reconnaît - il justifie ! - le droit de Hassan II et d'Ould Daddah de fouler aux pieds la volonté de la population du Sahara Occidental.

En défendant les idées nationalistes intégrationnistes, le groupe "23 mars", même s'il se prétend très radical et très oppositionnel, se trouve dans le même camp que le roi réactionnaire.

Le groupe "23 mars", comme quelques autres courants, sont allés jusqu'au bout de leur nationalisme. D'autres nationalistes maôïisants marocains ou mauritaniens ne sont pas allés jusque là. S'il est à l'honneur de quelques-uns d'entre eux d'avoir pris clairement position contre la guerre d'annexion et pour le droit du peuple sahraoui à disposer de lui-même, combien d'autres ont gardé un silence honteux ?

Mais quoi d'étonnant ? Le nationalisme prétend mettre les intérêts collectifs de la nation au-dessus des "intérêts particuliers", et donc, au-dessus des intérêts des classes exploitées. Mais cela revient quand même à servir les intérêts d'une classe, celle qui donne le ton à la nation, la classe exploiteuse. Ainsi, le groupe "23 mars" s'est trouvé en compagnie de Hassan II à justifier une guerre d'annexion menée au profit des bourgeoisies marocaine et mauritanienne, et de leurs Etats respectifs.

Les révolutionnaires prolétariens, quoiqu'ils pensent du programme ou des perspectives du Front Polisario, sont pour le droit du peuple sahraoui à disposer d'eux-mêmes, et soutiennent sans condition son combat contre l'occupation.

Et les révolutionnaires mauritaniens ou marocains ont des devoirs particuliers en ce domaine, car ce sont les gouvernement de leurs pays qui sont les adversaires directs du peuple sahraoui.

IL Y A 10 ANS :

LA REVOLUTION CULTURELLE QUI N'AVAIT RIEN DE SOCIALISTE

A partir de Mai 1966, durant plus d'un an, des millions de jeunes étudiants, lycéens et intellectuels ont défilé à Pékin comme dans les grandes villes de Chine sous le mot d'ordre de Révolution Culturelle prolétarienne. Et c'est au nom de la Révolution Culturelle qu'une partie de l'appareil du Parti Communiste Chinois a été démantelé et réorganisé sous prétexte que le parti l'armée et le gouvernement étaient minés par des éléments bourgeois.

C'est à Pékin que cette mobilisation des jeunes étudiants a commencé. Encadrée par l'armée, la Garde Rouge, ces jeunes vont mobiliser des millions d'autres pour "dénoncer et attaquer l'esprit égoïste et bourgeois, vestige de l'ancien régime". Ces jeunes venus de tous les coins de cet immense pays déferlent en particulier dans les grandes villes industrielles comme Changai et Canton. Et au mois d'Août 1966, c'est près de onze millions de jeunes qui se trouvent ainsi mobilisés.

Cette mobilisation de la jeunesse estudiantine, encadrée et dirigée par l'armée, n'a aucun caractère révolutionnaire. Elle est dirigée contre la classe ouvrière, contre ses aspirations, contre ses premières manifestations de revendications de salaires et de conditions de travail.

Pendant la période où il luttait pour le pouvoir, comme après la prise du pouvoir, Mao et son parti étaient violemment opposés à ce que la classe ouvrière s'organise à part et qu'elle conquière la conscience qu'elle a un rôle particulier à jouer au sein de la société. La classe ouvrière chinoise n'en était sans doute pas encore là pendant la période qui précéda la "Révolution Culturelle". Mais elle commençait à exprimer ses aspirations à un plus grand bien-être. Des témoins - dont certains favorables au régime de Mao - rapportaient même des cas de grève à Changai et à Tien Tsin.

Les dirigeants chinois ne voulaient pas que la différenciation sociale s'approfondisse. Ils le voulaient encore moins dans une période où le régime de Mao craignait avec quelque raison le risque d'une guerre avec l'impérialisme américain, à l'époque en pleine escalade au Vietnam.

Le régime voulait procéder à une mise au pas. Il voulait mettre fin aux tentatives de revendications, augmenter la productivité et ressouder toutes les classes sociales derrière le régime.

Contrairement à tant de dictateurs d'Afrique qui n'ont que la police ou l'armée pour mettre les travailleurs au pas, Mao bénéficiait d'un large crédit dans une partie de la population car il incarnait les bouleversements sociaux et politiques consécutifs à 1949, qui avaient permis à la Chine de chasser les classes féodales et de se débarrasser de la tutelle des puissances impérialistes.

La direction de l'Etat chinois a pu utiliser ce crédit pour mobiliser des millions de petits bourgeois afin d'exercer une puissante pression sociale sur la classe ouvrière. Voilà le fond social de la révolution culturelle.

Cette gigantesque mise au pas n'a rien à voir avec le socialisme. Au contraire. Malgré le langage radical et la phraséologie marxiste de ses dirigeants, l'Etat chinois est, comme tous les Etats bourgeois, un instrument d'oppression destiné à empêcher la classe ouvrière de développer sa conscience de classe et de s'organiser en tant que classe. Le fait qu'il puisse pour ce faire s'appuyer sur une mobilisation large de certaines fractions de la population ne change en rien le fond des choses.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.